

DATE DU SINISTRE : _____

NUMÉRO DE DOSSIER : _____

- Inondation Mouvement de sol, érosion ou submersion Tremblement de terre Autre

Expédiez le formulaire dans les trois mois suivant la date de la mise en œuvre de ce programme. Pour vérifier cette date, rendez-vous dans le site Internet du ministère au www.securitepublique.gouv.qc.ca/securite-civile/aide-financiere-sinistres-2018.

Type d'entreprises :

- Entreprise agricole
 Bâtiment locatif
 Autre entreprise

1 IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Nom de l'entreprise : _____ Propriétaire Locataire
Adresse du lieu endommagé : _____ Case postale : _____
Municipalité : _____ Code postal : _____
N° téléphone : _____ - _____ - _____ N° télécopieur : _____ - _____ - _____
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : _____
Entreprise enregistrée au remboursement des taxes (TPS/TVQ) oui non
Statut de l'entreprise Individuelle (travailleur autonome) Société par actions Société de personnes
 Coopérative Fabrique Organisme à but non lucratif Autre : _____

ADRESSE DE CORRESPONDANCE

(si différente de celle du lieu endommagé)

Adresse : _____ Case postale : _____
Municipalité : _____ Code postal : _____

2 IDENTIFICATION DE LA PERSONNE AUTORISÉE À PRÉSENTER LA RÉCLAMATION

Prénom : _____ Nom : _____
N° téléphone : _____ - _____ - _____ N° télécopieur : _____ - _____ - _____
N° tél. (cell.) : _____ - _____ - _____ Courriel : _____

3 RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (Joindre une annexe au besoin)

Nom du ou des propriétaires, actionnaires ou associés	% de propriété, d'actions avec droit de vote ou de bénéfices	NAS du propriétaire (si aucun NEQ)	Date de naissance
			AAAA/MM/JJ
			AAAA/MM/JJ
			AAAA/MM/JJ
			AAAA/MM/JJ

4 ASSURANCES

4.1 Est-ce que l'entreprise avait une assurance au moment du sinistre?

- Oui Fournir une photocopie du contrat d'assurance et la réponse écrite de l'assureur concernant la réclamation pour les dommages aux biens.
 Non Fournir une déclaration sous serment certifiant que l'entreprise ne possédait pas d'assurance.

5 ASSISTANCE FINANCIÈRE OBTENUE OU À RECEVOIR D'UNE AUTRE SOURCE (Articles 73 ou 136 du PGAF)

5.1 Avez-vous reçu ou attendez-vous une indemnisation de la part de votre assureur?

Non

Oui Si oui, de quel montant? _____\$ Veuillez fournir une photocopie du règlement de votre assureur.

5.2 Avez-vous reçu ou attendez-vous une assistance financière d'une autre source, autre que d'un organisme de bienfaisance ou de votre assureur?

Non

Oui Si oui, de quel montant? _____\$

Indiquez la provenance et la nature du montant déjà reçu ou qui est attendu d'une autre source, le cas échéant :

5.3 Avez-vous intenté ou avez-vous l'intention d'intenter des poursuites ou des recours collectifs contre un ou plusieurs tiers responsables de vos dommages?

Oui

Non Vous devez informer le ministère de la Sécurité publique (MSP) de tout changement à cet effet.

6 FAILLITE (Articles 74 ou 137 du PGAF)

6.1 Est-ce que votre entreprise est actuellement en faillite ou a-t-elle fait cession de ses biens?

Oui Date prévue de libération : AAAA/MM/JJ

Non Vous devez informer le MSP de tout changement à cet effet

7 RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX INONDATIONS

Veuillez remplir la section A, B ou C qui s'applique à votre situation.

A – Propriétaire de bâtiment commercial

7.1 Quelle est la vocation du bâtiment?

Entrepôt Hôtel/Motel Commerce Grange, hangar, garage Autre : _____

7.2 Nombre de bâtiments touchés : _____ (Si plus d'un bâtiment est touché, veuillez remplir l'ANNEXE Bâtiment pour chaque bâtiment supplémentaire.)

7.3 Quelle est l'année de construction du bâtiment? _____

7.4 Quelle est la cause du sinistre?

Débordement d'un cours d'eau Lequel : _____

Refoulement d'égout

Infiltration d'eau ne provenant pas d'un cours d'eau

7.5 Est-ce que l'eau provenant du cours d'eau a atteint :

Le terrain : oui non

Le bâtiment : oui non

7.6 Quelle est la quantité d'eau accumulée :

Au sous-sol : _____ Au rez-de-chaussée : _____ À l'étage : _____

Cochez la mesure utilisée : Pouces Pieds Centimètres Mètres

7.7 Durant combien de temps l'eau est-elle demeurée à l'intérieur du bâtiment?

Moins de 12 heures De 12 à 24 heures De 24 à 48 heures Plus de 48 heures

7.8 Quelles sont les pièces touchées et où se situent-elles?

Salon	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC	Chambre 1	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC
Salle familiale	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC	Chambre 2	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC
Cuisine	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC	Chambre 3	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC
Salle à manger	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC	Chambre 4	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC
Salle de bain	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC	Bureau	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC
Salle d'eau	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC	Autre	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC
Salle de lavage	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC	Précisez : _____		

B – Propriétaire d'un bâtiment locatif

7.9 Nombre de logements touchés : _____ (Si plus d'un logement est touché, veuillez remplir l'**ANNEXE Logement** pour chaque logement supplémentaire.)

7.10 Quelle est l'année de construction du bâtiment? _____

7.11 Quel est le nombre de pièces du logement? _____

7.12 Quelle est la cause du sinistre?

- Débordement d'un cours d'eau Lequel : _____
 Refoulement d'égout
 Infiltration d'eau ne provenant pas d'un cours d'eau

7.13 Est-ce que l'eau provenant du cours d'eau a atteint :

- Le terrain : oui non
Le bâtiment : oui non

7.14 Quelle est la quantité d'eau accumulée :

Au sous-sol : _____ Au rez-de-chaussée : _____ À l'étage _____

Cochez la mesure utilisée : Pouces Pieds Centimètres Mètres

7.15 Durant combien de temps l'eau est-elle demeurée à l'intérieur du bâtiment?

- Moins de 12 heures De 12 à 24 heures De 24 à 48 heures Plus de 48 heures

7.16 Quelles sont les pièces touchées, où se situent-elles et étaient-elles meublées?

Salon	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC	<input type="checkbox"/> Meublé	Chambre 1	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC	<input type="checkbox"/> Meublé
Salle familiale	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC	<input type="checkbox"/> Meublé	Chambre 2	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC	<input type="checkbox"/> Meublé
Cuisine	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC	<input type="checkbox"/> Meublé	Chambre 3	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC	<input type="checkbox"/> Meublé
Salle à manger	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC	<input type="checkbox"/> Meublé	Chambre 4	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC	<input type="checkbox"/> Meublé
Salle de bain	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC	<input type="checkbox"/> Meublé	Bureau	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC	<input type="checkbox"/> Meublé
Salle d'eau	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC	<input type="checkbox"/> Meublé	Autre	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC	<input type="checkbox"/> Meublé
Salle de lavage	<input type="checkbox"/> Sous-sol	<input type="checkbox"/> RDC	<input type="checkbox"/> Meublé	Précisez : _____			<input type="checkbox"/> Meublé

7.17 Inscrire les coordonnées du ou des locataires, comme ils apparaissent sur le bail :

Nom : _____

Nom : _____

Adresse : _____

Téléphone 1 : _____

Téléphone 2 : _____

C – Locataire d'un bâtiment commercial

7.18 Des améliorations locatives ont-elles été apportées et payées par l'entreprise?

- Non
 Oui

Décrivez les améliorations locatives apportées comme : la plomberie, l'électricité, la pose de gypse, la peinture, le couvre-sol et l'achat de mobilier intégré.

8 RÉCLAMATION

Remplir cette section en fonction de l'information que vous possédez. Celle-ci pourra être modifiée par la suite afin d'y refléter les dommages réels subis ainsi que la valeur réelle du montant réclamé.

A – MESURES PRÉVENTIVES TEMPORAIRES (ARTICLE 141 DU PGAF)

Pour les heures réclamées, à l'exception de celles effectuées pour l'installation et la surveillance des pompes, veuillez remplir l'ANNEXE Mesures préventives.

Joindre une photocopie des factures d'achat de matériel ou d'équipement.

Mesures préventives temporaires	Nombre d'heures	Coût du matériel
- Achat ou location de pompe Quantité : _____ Installation de pompe Quantité : _____ Les pompes ont fonctionné du : <u>AAAA/MM/JJ</u> au <u>AAAA/MM/JJ</u>		\$
- Achat de sacs de sable		\$
- Installation de sacs de sable	heures	
- Surélévation des biens meubles et appareils mécaniques ou électriques	heures	
- Déplacement des biens à l'étage supérieur	heures	
- Placardage des portes et fenêtres	heures	\$
- Érection d'une digue, d'un remblai ou d'un enrochement temporaire	heures	\$
- Creusage d'un fossé	heures	
- Autre mesure (description) :	heures	\$
Total :	heures	\$

B – FRAIS DE DÉMÉNAGEMENT OU D'ENTREPOSAGE (ARTICLES 79 OU 142 DU PGAF)

Avez-vous eu ou aurez-vous à déménager ou à faire entreposer les équipements ou les stocks de l'entreprise?

Non Oui Coût : _____ \$ Fournir les factures.

C – DOMMAGES AUX BIENS ESSENTIELS À L'EXPLOITATION DE L'ENTREPRISE (ARTICLES 21 À 23 OU 143 À 150 DU PGAF)

C.1 Travaux d'urgence

Est-ce que des travaux comme la démolition, le nettoyage, l'élimination des débris, la décontamination ou la déshumidification ont été réalisés par un entrepreneur ou une entreprise de nettoyage après sinistre?

Non Oui Coût : _____ \$ Fournir les factures détaillées.

C.2 Travaux temporaires

Est-ce que des travaux comme le rétablissement temporaire de l'électricité ou le placardage d'ouvertures qui ont été endommagées ont été effectués afin de rendre ses bâtiments fonctionnels, avant que les travaux permanents ne soient réalisés?

Non Oui Coût : _____ \$ Fournir les factures détaillées.

C.3 Dommages aux bâtiments

Est-ce que les équipements suivants ont été endommagés ou touchés par l'eau :

Boîtier électrique	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui	Pompe à eau domestique	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui
Fosse septique	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui	Puits artésien	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui
Champs d'épuration	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui	Chaudière	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui
Murs de fondation (fissures)	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui	Dalle de béton (fissures)	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui

C.4 Dommages au chemin d'accès essentiel

Est-ce que le chemin d'accès essentiel à l'exploitation de l'entreprise a été endommagé?

Non Oui (Vous devez fournir des photos démontrant les dommages.)

Si oui : Est-ce le seul chemin donnant accès à un bien essentiel de l'entreprise? Non Oui
Un accès minimal et sécuritaire à ces biens est-il encore possible? Non Oui

Décrire brièvement les dommages constatés au chemin d'accès :

C.5 Dommages aux autres biens essentiels de l'entreprise

Les biens suivants, nécessaires à l'exploitation de l'entreprise, ont-ils été endommagés?

Les terrains non oui
Les terres agricoles non oui Veuillez remplir le *Constat de dommage – Entreprise agricole.*
Les équipements non oui Veuillez remplir l'**ANNEXE Équipements.**
Les stocks non oui Veuillez remplir l'**ANNEXE Stocks.**
Autre non oui

Décrire brièvement les dommages constatés sur les terrains :

Décrire brièvement les dommages constatés aux autres biens :

9 VÉRIFICATION ET COMMUNICATION DES RENSEIGNEMENTS DU PROPRIÉTAIRE ET DE L'ENTREPRISE

- 9.1 Le MSP peut procéder à la vérification des renseignements personnels du propriétaire ou des renseignements de l'entreprise énumérés ci-dessous auprès des ministères et des organismes publics et privés concernés, s'il juge nécessaire de le faire, et ce, uniquement dans le cadre du traitement de la réclamation, y compris pour la récupération des sommes versées en trop, le cas échéant :
- 9.1.1 détail du revenu total personnel du propriétaire et de celui de l'entreprise (déclaration de revenus, avis de cotisation et annexes), auprès de Revenu Québec, permettant de déterminer le revenu annuel pour les deux années précédant le sinistre et d'évaluer la précarité financière afin de réduire ou d'abolir le montant déductible ou la participation financière, s'il y a lieu;
 - 9.1.2 montant reçu de programmes d'aide financière mis en vigueur par des ministères et des organismes publics, à la suite d'un sinistre, notamment le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), la Société d'habitation du Québec et La Financière agricole du Québec. Également, obtenir l'adresse de la résidence principale ainsi que la composition de l'unité familiale du propriétaire de l'entreprise auprès du MTESS;
 - 9.1.3 tout renseignement et tout document concernant le contrat d'assurance de l'entreprise ou le contrat d'assurance habitation du propriétaire de l'entreprise, le cas échéant, auprès de l'assureur. Le détail des prestations versées par l'assureur, le cas échéant.
- 9.2 Le MSP peut, selon le secteur d'activité de l'entreprise, communiquer au ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec ou à La Financière agricole du Québec les renseignements identificatoires de l'entreprise sinistrée de même que les renseignements relatifs aux dommages déclarés ainsi qu'aux montants réclamés dans la présente demande d'aide financière afin de contribuer à l'analyse menée par ces ministères et ces organismes concernant les impacts économiques sur les entreprises de la région touchée par le sinistre.
- 9.3 Le MSP peut faire toutes les vérifications qu'il juge nécessaires relativement aux pièces justificatives que l'entreprise ou le propriétaire lui a fournies et aux travaux effectués, notamment auprès de l'assureur, du fournisseur, du locateur et des autorités municipales.
- 9.4 Le MSP peut communiquer avec l'institution financière ou tout autre créancier hypothécaire de l'entreprise ou du propriétaire pour faire des vérifications relativement à l'hypothèque, si elle opte pour l'allocation de départ ou l'allocation de déplacement, ou lors de la récupération des sommes versées en trop.
- 9.5 Le MSP peut communiquer avec le syndic ou le Bureau du surintendant des faillites pour faire des vérifications, si la situation le requiert.
- 9.6 Le MSP peut communiquer les coordonnées de l'entreprise à une firme externe spécialisée en évaluation de dommages ou à un spécialiste du gouvernement du Québec, si le traitement de la réclamation requiert une visite au ou aux bâtiments de l'entreprise.

10 CONDITIONS (ENGAGEMENTS, CONSENTEMENTS ET DÉCLARATIONS)

- 10.1 Je m'engage à ce que l'entreprise fournisse au MSP tous les renseignements et les documents que celui-ci demande aux fins de l'administration du programme, et ce, au plus tard le 30^e jour suivant l'envoi d'une demande écrite à cet effet.
- 10.2 Je m'engage à ce que l'entreprise permette au MSP d'examiner dans les meilleurs délais les lieux ou les biens concernés par le sinistre.
- 10.3 Je m'engage à ce que l'entreprise informe le MSP de tout changement dans sa situation susceptible d'influer sur son admissibilité ou sur le montant de l'aide qui peut lui être accordée.
- 10.4 Je consens à ce que les renseignements prévus à la section 9 puissent être échangés entre le MSP et les ministères, les organismes et les personnes qui y sont identifiées uniquement aux fins visées à cette section.
- 10.5 Je comprends que le gouvernement est subrogé de plein droit, jusqu'à concurrence des sommes qu'il a versées, dans tous les droits et recours de l'entreprise contre le tiers responsable du dommage ou de l'événement qui fait l'objet du programme.
- 10.6 Je comprends que, si la situation financière de l'entreprise est précaire au moment du sinistre ou si l'entreprise se retrouve en difficulté financière en raison du sinistre, je peux demander qu'une analyse soit effectuée afin de déterminer s'il est possible de réduire ou d'abolir le montant déductible ou la participation financière s'appliquant à la présente réclamation.
- 10.7 Je comprends que, si l'entreprise décide de faire effectuer les travaux par un entrepreneur, elle doit s'assurer que la licence qu'il possède a été délivrée par la Régie du bâtiment du Québec, est toujours valide et lui permet d'effectuer les travaux indiqués dans l'estimation des dommages remboursables. Dans le cas où des travaux sont effectués par un entrepreneur et que ce dernier ne possède pas la licence requise, ceux-ci sont remboursés au « tarif sinistré » et le MSP peut récupérer l'aide financière versée en trop, s'il y a lieu.
- 10.8 Je déclare comprendre et accepter que, si l'entreprise ne respecte pas l'une des conditions du programme, le gouvernement pourra, à son choix, lui réclamer la totalité ou une partie de l'aide financière octroyée, s'il le juge opportun.

Je déclare que tous les renseignements fournis dans ce formulaire de réclamation sont véridiques et complets.

Nom (en lettres moulées) : _____ Date de naissance : _____ / _____ / _____

Signature du demandeur : _____ Date : _____ / _____ / _____